

## 1992

Le débat sur le projet Baie James II,

### DÉPENDANCE À LA BRÉSILIENNE OU INDÉPENDANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

par **Marc Bonhomme**, responsable à la rédaction de la revue Option Paix et co-responsable de la Coalition outaouaise pour un débat public sur l'énergie



Déjà, en 1990, près du quart de l'électricité produite au Québec servait uniquement pour les exportations et pour les alumineries. En 1996, ce sera presque 30% et même plus du tiers si on ajoute la part des contrats secrets hors aluminium<sup>1</sup>. En 1996, le Québec devra produire l'équivalent d'une Grande-Baleine de plus en électricité qu'en 1990 pour simplement satisfaire l'accroissement de la demande de la part des États-Unis et de la bande des 13 (celle des contrats secrets) durant cette même période<sup>2</sup>. Avant même la mise en service de Grande-Baleine, prévue pour 1998-2000, on aura hypothéqué la capacité d'emprunt du Québec de plus de 16 milliards \$<sup>3</sup>, surtout par rapport aux États-Unis, bouleversé l'écologie du bassin de deux fleuves, compromis l'avenir des nations crie et inuit, et peut-être même provoqué un affrontement avec ces nations.

#### **Les contrats secrets**

L'affaire paraît si cruciale au gouvernement Bourassa qu'il a signé treize ententes "secrètes" avec autant d'alumineries et autres industries énergivores. Dans son éditorial de samedi, 20 avril, Alain Dubuc, éditorialiste de La Presse, s'en prend aux "demi-vérités parlementaires" parce qu'elles mettent en lumière les premières années des contrats secrets, plus désavantageuses pour Hydro-Québec que les dernières années. Pourtant la sagesse populaire nous dit qu'"Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras". Cela semble aussi être l'avis de plusieurs cadres d'Hydro-Québec qui, sous le couvert de l'anonymat, doutent fortement que la société d'État puisse recouvrer les impressionnants rabais des premières années au terme des contrats dits "à risques partagés"<sup>4</sup>. Et le journaliste Rudy Le Cours de commenter que cette formule "représente le moyen le plus subtil de venir en aide à des entreprises... sans donner l'impression qu'il y ait eu subventions." L'entente avec Norsk-Hydro révèle que cette transnationale norvégienne n'a payé, de 1988 à 1990, que 30% du tarif payé par le québécois moyen (40% du tarif grande puissance). En un

mot, Hydro-Québec a donné à Norsk plus de la moitié de l'électricité dont elle avait besoin.

C'est seulement de 2005 à 2013 que Norsk-Hydro paiera le tarif grande puissance, soit 75% du tarif normal, ou davantage pour rembourser les subventions des premières années, tout dépendant du prix du magnésium sur le marché mondial. À voir. Toujours selon l'article de Rudy le Cours, Hydro-Québec s'est engagé pour la première fois dans la formule "à risques partagés" avec Québec Fer et Titane "qui réclamait des assouplissements à ses dépenses d'électricité, faute de quoi elle refusait de se moderniser et menaçait de fermer boutique et de plier bagage." Et si Norsk avait l'idée d'un pareil chantage lors de la prochaine récession? On peut parier qu'il y en aura une ou deux durant les quinze prochaines années!

Duplessis vendait le fer de la Côte-Nord à 1 cent la tonne. Hydro-Québec vend le kilowatt-heure à 1.5 sous. Après le cycle de la Révolution Tranquille sommes-nous revenus au point de départ? Au moins la cent de Duplessis était-elle une redevance qui allait directement dans les coffres de la province alors que le 1.5 sous d'Hydro ne paye même pas le coût moyen de production. C'est à peine plus que la moitié. Même dans l'hypothèse plus qu'optimiste où Hydro recouvrerait au bout de 25 ans le tarif grande puissance à 3.1 sous le kwh, celui-ci est bien en-dessous du coût marginal du développement de Grande-Baleine de 4.4 sous le kwh. Pourtant, c'est essentiellement pour satisfaire à la demande supplémentaire des 13 contrats secrets qu'Hydro développe Grande-Baleine.

## **Le syndrome brésilien**

Ces cadeaux coûtent très chers au peuple québécois. Au 31 décembre 1990, la dette d'Hydro-Québec totalisait 25.6 milliards \$ sur laquelle la société d'État devait payer un intérêt moyen de 11%, soit 2.8 milliards \$. Plus de la moitié de cette dette est contractée sur les marchés étrangers, surtout étatsunien, même si une partie de celle-ci est libellée en dollars canadiens par suite de crédits croisés (swaps). Les frais d'intérêt représentaient 48% du produit des ventes totales d'électricité de 5.8 milliards \$. Pour 1990, si Hydro avait déduit de ses bénéfices bruts la partie capitalisée de ses frais d'intérêt son bénéfice net n'aurait été que de 19 millions \$ au lieu de l'officiel 404 millions \$. Cette dette importante, loin de se stabiliser, s'est accrue de 11.3% en 1990 (2.6 milliards \$)<sup>5</sup>. Ce taux d'accroissement de l'endettement, loin d'être exceptionnel, préfigure les deux prochaines décennies. En même temps qu'il complète la phase II de l'harnachement du bassin de la rivière La Grande (La Grande I et 2A, Laforge I et II, Brisay et Eastmain I), Hydro veut lancer les travaux de Grande-Baleine dès cette année, puis ceux de la haute St-Maurice, de la Ste-Marguerite sur la Côte Nord, de l'Ashuapmushan au Lac St-Jean et surtout des rivières Nottaway-Broadback-Rupert à la Baie James avant l'an 2,000 pour la plupart<sup>6</sup>. Comme Hydro-Québec s'autofinance à seulement 25%<sup>7</sup>, elle devra plus ou moins tripler sa dette d'ici 10 ans pour se payer son plan d'équipement de 62 milliards \$ annoncé en 1990 dans sa "Proposition de plan de développement 1990-1992, horizon 1999".

Ce seront, bien sûr, les consommateurs d'électricité et, en dernier recours, les payeurs de taxe québécois qui, bon an mal an, devront payer ces 8 ou 10 milliards d'intérêts, soit l'équivalent d'environ 1,000 \$ par habitant du Québec, qu'il faudra trouver chaque année à partir de l'an 2,000. Les acheteurs étatsuniens et les multinationales des contrats secrets, grâce à leurs ententes à long terme, se sont prémunis contre toute mauvaise surprise. Qui nous garantit, cependant, l'exactitude des prévisions de coûts des grands projets de barrages? On aura d'autant plus raison de s'inquiéter qu'Hydro refuse de rendre public ses études de coûts pour Grande-Baleine, malgré une demande d'injonction du Grand Conseil des Cri à cet effet, et qu'en 1972, Hydro évaluait à 1.5 milliard \$ le coût de développement de la phase I de La Grande, qui finit par totaliser 15 milliards \$ en 1985<sup>8</sup>. Qui nous garantit que le marché de l'aluminium ne restera pas mauvais la plus grande partie du temps, comme c'est d'ailleurs le cas actuellement<sup>9</sup>, permettant aux alumineries d'acheter leur électricité bien en-deça du coût moyen? Qui nous dit qu'il n'y aura pas une nouvelle longue période de sécheresse comme celle de 1985-1990, causant encore un manque d'eau dans les réservoirs (faible hydraulité)? Qui nous dit, enfin, que le pool des compagnies privées de l'État de New-York et du Vermont achèteront l'électricité promise une fois les barrages construits, sachant la fragilité de l'économie étatsunienne et la popularité grandissante des programmes de conservation au sud de la frontière, connaissant surtout aussi les rapports de forces entre les ÉU et le Canada?

Déjà les tarifs d'électricité ont augmenté de 7.5% en 1990 comme en 1991. Hydro veut continuer de les augmenter de 1% plus que l'inflation chaque année. Mais déjà le président Drouin parle de 9% pour 1992 sous prétexte que Québec veut venir puiser 150 millions \$ dans les coffres de la société d'État<sup>10</sup>. Le cercle vicieux brésilien vient-il de commencer? Pour payer nos dettes à l'impérialisme, allons-nous piller notre Amazonie, le Nouveau-Québec, nous enfonçant davantage dans les dettes,...

### **Grande-Baleine et l'emploi**

Qu'aura-t-on gagné au change? On obtiendrait, en emplois temporaires pour Grande-Baleine, selon d'optimistes pronostics gouvernementaux, 63,000 personnes-années pour la construction des barrages<sup>11</sup> (4 à 5,000 directement sur les chantiers<sup>12</sup>) et 45,000 personnes-années, directes et indirectes, pour la construction des alumineries<sup>13</sup>. Une fois le tout mis en place, nous nous retrouverons avec 10,800 emplois permanents dans quelques alumineries<sup>14</sup> dans la "vallée de l'aluminium" qui pollueront le St-Laurent encore un peu plus, soit l'équivalent de trois mois de création net d'emplois au taux de la période 1986-1990<sup>15</sup>. À ce compte, chaque emploi permanent coûtera donc un peu plus de 1 million \$<sup>16</sup>. En plus, aux dires du professeur Jean-Thomas Bernard, directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie de l'Université Laval, les termes des contrats secrets avec les quatre alumineries ABI, Reynolds, Alumax et Alouette entraîneront un manque à gagner de 300 millions \$ par année à Hydro, soit l'équivalent d'une subvention de 200,000 \$ par emploi créé<sup>17</sup>. Généralement, d'ailleurs, les dépenses reliées à l'hydro-électricité sont relativement peu productrices d'emploi. Hydro-Québec se vante d'injecter dans l'économie québécoise l'équivalent de 4.6% du produit intérieur brut mais passe

sous silence que cela ne représente que 2.5% de l'emploi total<sup>18</sup>.

Mais la rentabilité de toute l'affaire, nous disent en chœur le gouvernement et Hydro, ce sont les emplois en amont et en aval que nous amènera la locomotive des alumineries. "Les industries de transformation primaire des métaux sont très gourmandes en capital, mais fort peu en main-d'œuvre. La création d'emplois commence surtout en aval, dans la transformation secondaire : le passage du lingot d'aluminium aux feuilles, tiges, câbles. Puis, de là, aux pièces d'automobiles ou d'avions. [...] L'ennui, c'est que des lingots aux avions, il y a comme un chaînon manquant. Alors que le Québec est déjà le deuxième producteur mondial d'aluminium, Canadair, constructeur aéronautique installé à Montréal, importe la quasi-totalité des feuilles d'aluminium laminé à chaud et autres matériaux légers qui composent l'essentiel de ses Challenger, Regional Jet et autres appareils. [...] « Il y a sûrement de l'aluminium produit au Québec qui finit dans nos avions », s'excuse presque M. Knappen, [porte-parole de Canadair]. Mais entre-temps, la valeur ajoutée l'a été au sud de la frontière."<sup>19</sup>

Bien que l'Alcan produise beaucoup d'aluminium au Québec depuis 50 ans, sa transformation secondaire, selon les chiffres du ministère de l'Industrie et du Commerce, n'occupe encore que 1985 personnes dans la belle province. En 1992, contre 5 personnes dans la fabrication de lingot d'aluminium, le Québec en embauchera une seule dans la transformation secondaire. "Inversement, les États-Unis comptent 7 fois plus d'emplois dans la transformation secondaire de l'aluminium que dans la fabrication de simples lingots." Rien d'étonnant à cela de dire François Ghali, directeur des communications à la Société générale de financement, puisque "la transformation secondaire de l'aluminium se fait traditionnellement sur les lieux de consommation du produit fini plutôt que sur les lieux de production de l'aluminium primaire. Il est plus facile et moins coûteux d'expédier des lingots que des bicyclettes..."<sup>20</sup>

Y a-t-il espoir d'un virage à 180 degrés? Rien dans les contrats secrets n'oblige les multinationales étrangères de l'aluminium à créer un seul emploi dans la transformation secondaire. Pourtant, la générosité du gouvernement québécois eu égard au prix de l'électricité aurait dû l'y encourager. La multinationale étatsunienne Reynolds, au lieu de construire une usine de jantes de roue d'aluminium pour automobile à Louiseville, comme promis lors de la campagne électorale de 1989, en a plutôt acheté une en Ontario! Une filiale de Norsk-Hydro, dont le siège sociale est à Toronto, ne promet pas de construire au Québec une future usine de jantes de roue de magnésium.<sup>21</sup> Depuis la crise du pétrole de 1973, la production primaire de métaux n'intéresse plus les pays développés, qui tentent même de s'en débarrasser (le Japon par rapport à l'aluminium), parce que trop énergivore, polluante et surtout pas assez profitable. On laisse ce champ économique à certains pays semi-industrialisés du tiers monde (par exemple le Venezuela, l'Arabie Saoudite et le Brésil en ce qui concerne l'aluminium), à l'Australie et ... au Canada.

Les possibilités de transformation secondaire vont encore s'amenuiser dans un proche avenir lors de la mise en place du libre-échange canado-étatsunien-mexicain. Les bas salaires du Mexique vont drainer l'industrie des pièces pour automobiles et leur assemblage, industries qui s'annoncent les plus prometteuses pour l'utilisation future de l'aluminium. Déjà que celles-ci sont à peu près absentes du Québec par rapport à

l'Ontario et aux États-Unis. Comme l'acier, l'aluminium est en passe de devenir une matière de base dinosaure pour produits dinosaures fabriquée dans des pays retardataires. L'avenir, ce sont la céramique et les matériaux composites contre tous les métaux; le transport en commun, le TGV et un nouvel aménagement des villes contre l'auto et même l'avion.

### **Le Québec a-t-il besoin de plus d'électricité?**

Aurions-nous à ce point besoin d'électricité que La Baie James II et toutes ses conséquences négatives seraient inévitables? "La consommation totale d'énergie au Québec n'a pas augmenté depuis 1973 [...] malgré une augmentation du produit intérieur brut de 55% durant la même période. En 15 ans, la consommation moyenne par habitant a diminué de 5.26 tep [tonnes-équivalent-pétrole] à 4.81 tep<sup>22</sup>." Par contre, la grossière sur-estimation de la demande d'électricité par Hydro (doublement à tous les 10 ans) pour justifier la construction du projet Baie James I dans les années 70 avait créé un surplus de puissance de 5,000 mégawatts (l'équivalent de 4 Manic-5 ou d'un LG-2) au début des années 80<sup>23</sup>. Avec un coût marginal de zéro, Hydro s'est lancé dans le "tout électricité", faisant passer cette source d'énergie de 19.5% à 39.3% du bilan énergétique du Québec de 1971 à 1989<sup>24</sup>, quitte à promouvoir l'électricité pour le chauffage contre la logique de la deuxième loi de la thermodynamique<sup>25</sup> et du coût de transport à longue distance<sup>26</sup>. Rien d'étonnant que grâce à un marketing agressif, doublé de généreuses subventions, la demande d'électricité se soit accrue de 50% de 1982 à 1990<sup>27</sup>. Malgré cela, les ventes d'électricité au Québec par Hydro-Québec ont diminué de plus de 4% de 1988 à 1990<sup>28</sup>.

Nul doute alors que la quasi saturation du marché du chauffage électrique et l'annulation des contrats d'exportation (possible sans pénalité jusqu'à la fin novembre 91) permettraient au minimum de se dispenser de barrages pour une bonne dizaine d'années. Ce délai assurerait plus que le temps nécessaire pour faire un débat public sur la politique énergétique du Québec que Libéraux et Péquistes refusent depuis 15 ans. C'est ce constat qui a amené la Coalition pour un débat public sur l'énergie, dont sont membres le Grand Conseil des Cri, le Conseil Attikamekw-Montagnais, la CEQ, le syndicat des cols bleus de la ville de Montréal et la quasi totalité des groupes environnementalistes québécois, à réclamer un tel débat accompagné d'un moratoire sur les travaux de Grande-Baleine. On ne saurait discuter sereinement de l'aménagement de la maison pendant que d'autre part on la démolit! On pourrait alors examiner à fond l'alternative de l'efficacité énergétique.

### **Une stratégie alternative : l'efficacité énergétique**

Loin d'être un mystère, l'efficacité énergétique est une politique de choses à petites échelles et de mesures simples mais appliquées à grande échelle et systématiquement. Cette politique n'a rien à voir avec l'austérité, par exemple baisser le chauffage, comme lors de la panique des années 70. L'efficacité énergétique c'est dépenser moins pour un même niveau de confort, sinon un niveau supérieur : par exemple, les lampes

fluorescentes compactes donnent un éclairage de qualité supérieure.

Non seulement ces lampes fluorescentes consomment-elles de 75 à 85% moins d'électricité que les lampes à incandescence, mais elles ne nécessitent aucun investissement, malgré leur prix supérieur, si on considère qu'elle dure 9 à 13 fois plus longtemps qu'une ampoule normale<sup>29</sup>. Même si la maison de 1990 ne consomme que 50% de l'énergie de la maison de 1973, par unité de surface, la maison super-isolée, préfabriquée et maintenant standard en Scandinavie, ne consomme que 30% de l'énergie de la maison normale d'aujourd'hui en Amérique du Nord<sup>30</sup>. Il existe des réfrigérateurs et congélateurs qui ne consomment que 10 à 20% des appareils standard de 1990<sup>31</sup>. Or au Québec, en 1990, l'éclairage, le chauffage de l'eau, le fonctionnement des appareils ménagers et la climatisation des maisons et édifices comptent pour environ 50% de la consommation d'énergie électrique<sup>32</sup>. Les meilleurs experts américains estiment, qu'avec la technologie existante, il est économiquement rentable de conserver de 30 à 75% de l'électricité actuellement consommée aux USA<sup>33</sup>.

Qu'en est-il du développement économique et de la création d'emplois? L'efficacité énergétique, c'est aussi des moteurs électriques industriels à rendement énergétique supérieur<sup>34</sup> et des processus industriels moins énergivore (aux ÉU, durant les 30 dernières années, la quantité d'énergie par unité produite a baissé de moitié)<sup>35</sup>. La productivité accrue due à la conservation provient d'un meilleur rendement, non de la force de travail, mais des ressources naturelles. Elle permet donc l'enrichissement d'une société sans créer de chômage. Même d'un point de vue purement capitaliste, une société qui s'éclaire, se chauffe et produit à meilleur compte est une société plus rentable et donc plus compétitive sur le marché mondial. Mais c'est surtout une société capable de satisfaire à ses besoins en gaspillant moins et en détruisant moins. Les exemples du Japon et de la Suède, avec leur bas taux de chômage et leur efficacité énergétique supérieure à la nôtre, en sont la meilleure preuve. Par habitant, ces pays ne consommaient, en 1988, que 40% et 70%, respectivement, de la consommation canadienne. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada partage avec les ÉU le douteux honneur d'être à la fois un champion de la consommation énergétique par habitant<sup>36</sup> et d'avoir un des plus bas taux de croissance de la productivité du travail de 1960 à 1986<sup>37</sup>. On constate aussi que la Norvège, champion mondial de la consommation d'électricité per capita, le Canada étant au deuxième rang<sup>38</sup>, est aussi dans la cave du classement pour la croissance de la productivité du travail.

Mieux encore, une stratégie d'efficacité énergétique est en elle-même une stratégie de création d'emplois. S' imagine-t-on le nombre d'emplois créés si l'on voulait rééquiper en luminaires et fenêtres et réinsuler la plupart des bâtiments du Québec? Non seulement s'agirait-il d'un boom dans l'industrie de la construction mais aussi d'une revitalisation de notre industrie manufacturière qui pourrait ainsi se tailler un créneau dans la fabrication de produits énergiquement efficaces en Amérique du Nord, y compris dans le domaine de la préfabrication de bâtiments super-isolés. Un dollar investi dans l'efficacité énergétique crée de cinq à dix fois plus d'emplois que s'il était investi dans Grande-Baleine<sup>39</sup>.

Est-ce là un projet trop grandiose et dispendieux? Si le Québec est prêt à dépenser 45

milliards \$ pour bouleverser un territoire grand comme la France, pourquoi ne serait-il pas prêt, par exemple, pour un coût de 2 milliards \$, à améliorer l'enveloppe thermique de ses bâtiments et à régler ses fournaies pour épargner près de 40% de l'énergie consacrée au chauffage résidentiel<sup>40</sup>?

Comment financer une stratégie d'efficacité énergétique? L'organisme rénovateur, qui paierait les nouveaux équipements et leur installation, se rembourserait à même le prix de l'énergie épargnée par le consommateur. On séparerait la poire en deux : le consommateur verrait sa facture d'énergie baisser tout en payant un tarif plus élevé. Au départ, l'organisme rénovateur se financerait sur les marchés financiers, mais pour beaucoup moins que 62 milliards \$, puisque la conservation est beaucoup moins chère et le roulement du capital plus court (2 à 8 ans contre 25 ans et plus pour des barrages et des centrales). Le payeur de taxe n'aura rien à contribuer, à moins qu'il ne le veule.

Pourtant Hydro-Québec, pour l'an 2,000, ne propose un objectif de conservation que de 10% de ses ventes de 1990 au Québec<sup>41</sup>. Durant la décade 1990, Hydro ne prévoit affecter à la conservation que 4% de ce qu'elle consacrera à la construction et réfection d'équipements, soit 1.8 milliard \$ contre 45 milliards \$<sup>42</sup>. Les estimés de potentiel de conservation d'experts non liés à Hydro laissent voir une épargne d'un peu moins de 2 Grande-Baleine d'ici 10 ans pour un coût de un cinquième à un dixième de la construction de Grande-Baleine<sup>43</sup>. Sur une plus longue période, une épargne de 3 à 6 Grande-Baleine serait probablement possible si l'on se fie aux expertises étatsuniennes appliquées aux États-Unis<sup>44</sup>. Hydro-Québec se contentera de l'équivalent de 80% de Grande-Baleine. Pourtant Hydro-Québec admet elle-même qu'un térawattheure conservé coûtera, en investissement, de 3 à 4 fois moins cher que le même térawattheure produit par Grande-Baleine<sup>45</sup>.

## **Le complexe hydro-québécois**

C'est à se demander pourquoi le gouvernement du Québec et Hydro-Québec veulent bulldozer Grande-Baleine sans débat et sans étude sérieuse de l'alternative de l'efficacité énergétique. Serait-ce que la stratégie brésilienne est rentable pour les intérêts du "complexe hydro-québécois" au détriment des intérêts de la société québécoise, des nations autochtones et de la nature? Ce complexe se structure comme un noyau de firmes d'ingénierie autour duquel gravite une hiérarchie de firmes de construction et de fabricants d'équipement, pour l'approvisionnement énergétique à bon marché, même sans rabais, d'une poignée de manufacturiers énergivores, le tout sur un socle d'institutions financières québécoises, canadiennes et étrangères.

Selon le ministre québécois de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérard Tremblay, "si on peut compter aujourd'hui sur les Lavalin, SNC et Monenco il faut en remercier les grands projets tels la Baie James, Hibernia et Alouette."<sup>46</sup> Le ministre n'aura jamais si bien dit, d'autant plus que la récession a placé Lavalin au bord de la banqueroute<sup>47</sup> et mis SNC en difficulté. "Le bénéfice net du groupe SNC a glissé à 2.8 millions \$ au cours du premier trimestre de 1991, contre 4.6 millions \$ pour la même

période l'an dernier, en raison notamment de la vive concurrence qui s'est manifestée autour de certains projets se raréfiant et du report de certains autres. [...] Quant aux retards de démarrage des projets Soligaz et Grande-Baleine, M. St-Pierre [président de SNC et ancien ministre libéral] y voit une source de grands désappointements. Dans le projet hydro-électrique de Grande-Baleine, le contrat de gérance de SNC est susceptible de rapporter de 50 à 60 millions \$ sur une période de cinq à six ans."<sup>48</sup>

En 1990, Hydro se procurait auprès de ses fournisseurs québécois 53% de ses biens et 94% de ses services et travaux, pour un contenu québécois global de 72% de ses achats de 2.4 milliards \$, soit 1.7 milliard \$<sup>49</sup>. En 1990, 272 entreprises approvisionnaient Hydro pour au moins plus d'un million chacune, dont trois pour plus de cent millions, soit Asea Brown Boveri, une multinationale européenne, Groupe Laperrière et Verrault, une compagnie québécoise, et Générale Électrique du Canada, une multinationale étatsunienne<sup>50</sup>. On aura aussi deviner qu'en particulier les firmes de construction, toujours durement frappées par une récession comme celle dans laquelle nous sommes plongés depuis 1990, crient forts pour couler du ciment. Rien d'étonnant alors de voir se constituer, au nom du développement et des emplois, un front patronal-syndical composé du Conseil du patronat, de la Chambre de Commerce, de l'Association des manufacturiers et ... de la FTQ pour obtenir le début immédiat des travaux de Grande-Baleine<sup>51</sup>. Quant à la CSN, avec son oui...mais, elle essaie de satisfaire ses fédérations de la construction et de la métallurgie tout en ne troublant pas sa conscience<sup>52</sup>.

Bien qu'Hydro vende son électricité à 13,000 entreprises industrielles, cette tentacule du club de l'électricité ne comprend vraiment qu'"environ 175 grandes entreprises [... qui] consomment 85% de l'électricité vendue sur une base régulière dans le marché industriel<sup>53</sup>." Ces entreprises se concentrent dans trois secteurs. "Les ventes [d'Hydro-Québec] à l'industrie en 1990 se chiffrent à 46 twh, ou 36.5% du volume total des ventes au Québec. Trois grands types d'industries se partagent près des deux tiers de cette consommation : l'industrie des pâtes et papiers (29.9%), celle de la fonte et l'affinage (24.4%), et l'industrie chimique (10.5%)<sup>54</sup>. D'ici à 1996, Hydro veut augmenter cette part à 45%, soit une augmentation relative de près du quart en six ans<sup>55</sup>. On connaît déjà le rôle des alumineries dans cette croissance importante mais on ne doit pas négliger nos 61 usines de pâtes et papier qui polluent pour l'équivalent de 15,000,000 de personnes<sup>56</sup>. Si les alumineries expliquent 45% de l'augmentation d'électricité industrielle de 1990 à 2,006, les pâtes et papier compteront pour 17% et la chimie pour 11%<sup>57</sup> (ex. le projet Soligaz rejeté par le Bureau d'Audience pour la Protection de l'Environnement comme environnementalement trop risqué).

Plus de la moitié de la croissance de la consommation d'électricité des pâtes et papier sera due, non pas à une augmentation de la production mais à "de nouveaux procédés de production à forte consommation d'électricité, tels les procédés thermomécaniques ou au bisulfite à très haut rendement"<sup>58</sup>. Hydro ne manque pas de souligner que ces nouveaux procédés "qui peuvent consommer plus du double de l'électricité par rapport aux anciens" économisent la ressource ligneuse et réduisent la pollution à la source<sup>59</sup>. Mais elle oublie d'ajouter que ce sera au prix de l'écologie de la baie James et de ses habitants : toujours la même stratégie impérialiste de sacrifier les écosystèmes des tiers mondes du Sud et



maintenant du Nord pour les régions nanties de la planète. Et si la seule solution valable c'était de réduire la production de papier-journal dont probablement plus de la moitié sert de support à la publicité... mais ceci est une autre histoire. L'engouement d'Hydro pour les électrotechnologies est fonction de la compétitivité de l'entreprise québécoise et non de l'environnement<sup>60</sup>. Comme le secteur des pâtes et papier québécois est moins compétitif que les usines du sud-est étatsunien par rapport à son marché principal, le nord-est des ÉU, parce que bois et main-d'oeuvre sont ici plus dispendieux, il tâche de compenser en utilisant plus d'énergie à meilleur marché par unité produite.

Reste que la partie immergée du complexe hydro-québécois demeure les institutions financières. Comme toujours, les crises donnent l'impression d'un manque de capitaux : les créiteurs ne veulent plus prêter à de nombreux débiteurs aux abois. "Alors même que les pays industrialisés sont politiquement en mesure de jeter les bases d'un «nouvel ordre international», ils n'en ont plus les moyens financiers."<sup>61</sup> On pourrait alors penser que pour le capital financier les projets d'Hydro-Québec ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer dont il pourrait aisément se passer. Ce serait s'illusionner : "... on ne peut pas dire, que lors de telles périodes de crise, il y ait en aucun sens un manque de capital. [...] Les marchés débordent de capital marchandise."<sup>62</sup> "En autant qu'il y est crise, c'est tout simplement une question de moyens de paiement."<sup>63</sup> "Si tous les pays, même les plus riches, se livrent à de petits calculs, c'est qu'ils se trouvent confrontés à une très grave crise de liquidités."<sup>64</sup> Certes l'URSS, l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient après la guerre du Golfe, sans compter toute l'Afrique et l'Asie du Sud crient pour obtenir des investissements. Les secteurs immobiliers des pays développés aussi, d'ailleurs, ont soif de liquidités<sup>65</sup>. Mais, à part le Koweït, qui d'entre eux est solvable?<sup>66</sup>

L'Hydro-Québec, quant à elle, est plus que solvable. C'est même le pactole. Non seulement les emprunts d'Hydro sont-ils garantis par le gouvernement du Québec, mais surtout la capacité de payer du consommateur d'électricité québécois est à peine entamée : Wall Street n'est pas sans savoir que, dans l'État de New-York, l'électricité se paie trois fois plus cher qu'au Québec.<sup>67</sup> Wall Street n'est pas non plus sans savoir que, pour une population trois fois moins nombreuse, le Québec consomme la même quantité d'électricité que cet État<sup>68</sup> : le "tout à l'électricité" a transformé le Québec en un client captif du monopole hydro-québécois et de ses bailleurs de fonds. Rien d'étonnant que les plus grands noms de la finance étatsunienne (Merrill Lynch; Goldman, Sachs et Co.; Shearson Lehman Hutton; J.P. Morgan, Citicorp Securities) se précipitent pour mettre en marché les obligations d'Hydro<sup>69</sup>. Bien sûr, Lévesque, Beaubien et Geoffrion et les autres courtiers en valeur de Montréal ont eu droit à leur part des 3.4 milliards \$ qu'Hydro a placé en 1990<sup>70</sup>. Qui sont les détenteurs de la dette d'Hydro? Selon un cadre de sa Division des finances, Hydro ne les connaît pas<sup>71</sup>!

## **L'imaginaire de la Manic**

Comment ce complexe réussit-il à imposer ses intérêts à tout un peuple malgré sa conscience environnementale grandissante? Un sondage CROP-La Presse réalisé à la fin mai révélait que plus de la moitié des québécois "croient qu'il faudrait empêcher la

réalisation de grands projets de développement économique comportant des dangers pour l'environnement, «même au risque de compromettre le développement économique ou la création d'emploi." Par contre, ces mêmes répondants, à près des deux tiers, disaient faire confiance à Hydro-Québec «pour développer de grands projets hydro-électriques dans leur intérêt» [...] tout en respectant l'environnement<sup>72</sup>.»

Comment expliquer cette apparente contradiction? La campagne de peur d'Hydro-Québec de l'hiver 1990-91, à raison de 14 millions \$, y est sans doute pour quelque chose. Suggérer au Québec qu'il puisse devoir s'éclairer à la chandelle si Grande-Baleine ne se réalisait pas restera un éloquent témoignage du mépris du club de l'électricité envers la population. Plus profondément, cependant, la peuple québécois fait toujours confiance à Hydro-Québec (à plus de 80%, selon le sondage CROP-La Presse, même si la majorité désapprouvent les contrats secrets et les hausses de tarif) quand elle répète que l'hydro-électricité est propre, propre, propre. Le président d'Hydro-Québec ne manque jamais de rappeler que les dommages environnementaux seront bénins et contrôlables et que les exportations se substitueront au mazout sur le marché étatsunien<sup>73</sup>.

D'où vient pareille confiance malgré le précédent de la baie James I? Dans le sondage de CROP-La Presse, on ne manque pas d'être frappé par l'écart relativement important entre francophones et non-francophones. Sur la question de la confiance à accorder à Hydro pour développer des grands projets dans l'intérêt du Québec et respectueux de l'environnement, les francophones font confiance à la société d'État aux deux tiers et les non-francophones à moins de 50%. Pourquoi cet attachement du Québec francophone et, dans une moindre mesure, non-francophone, à "son" Hydro-Québec? La nationalisation de l'électricité de 1963 et la réalisation du complexe Manicouagan-Outardes qui s'ensuivit, resteront gravés dans la mémoire collective comme une des marques indélébiles, avec les réformes de l'éducation et de la santé, de l'émergence de la nation québécoise à sa propre conscience. Ces réalisations économiques, plus encore que la Caisse de dépôt et de placement et la Société Générale de Financement, signifient aux yeux de la nation le passage du "Je me souviens" attardé de nos plaques au "On est capable" qui nous pousse à l'indépendance. Dans l'imaginaire national, la Manic est au Québec ce que la conquête de la lune est aux États-Unis.

Nul doute que le complexe hydro-québécois récolte, encore aujourd'hui, les intérêts de ce capital idéologique de la même manière que les staliniens ont vécu du capital de la Révolution d'Octobre pendant des dizaines d'années. Quel bilan doit-on faire de la nationalisation et de la Manic, une génération plus tard? Si ce n'est que pour mieux comprendre les phases I et II de la baie James, ce bilan doit se faire, en acceptant d'avance qu'il ne soit pas tout en rose. On peut peut-être faire l'hypothèse que, malgré certains dégâts écologiques, mais il n'y eut pas détournement de rivière, et un empiètement sur le territoire innu, ces événements-symboles furent des outils authentiques du développement économique et politique du Québec. On n'avait pas développé la Manic pour devenir des scieurs de bois et des porteurs d'eau à la moderne. C'était l'Alcan qui, auparavant, avait fait cela avec le bassin du Saguenay-Lac St-Jean, de même que la Shawinigan Power et la Gatineau Power avec la St-Maurice et la Gatineau

aux bénéfiques des multinationales du papier. À croire que les Libéraux bourassiens d'après la Révolution Tranquille, jouant sur les apparences, eurent plus à coeur d'imiter le modèle Alcan que celui de la Manic.

Mais voilà que le cancer Alcan, les élites de la Révolution Tranquille refusèrent de l'extirper : la nationalisation de 1963 ne fut faite qu'à 75%, laissant au puissant monopole craint son "Royaume du Saguenay"<sup>74</sup>. Ce ne fut pas là une erreur de parcours, mais un contre-symbole des limites de la Révolution Tranquille. L'agenda de la bourgeoisie montante n'était pas de rompre avec le marché mondial mais de moderniser le Québec pour qu'il puisse s'y intégrer en partenaire égal. La prospérité du capitalisme d'alors fit illusion et permit qu'il y en eut pour presque tout le monde, peuple compris. Il fallut attendre les crises des décades 70 et 80 pour que se révèlent les contradictions du modèle de développement de la Révolution Tranquille. On y vit que l'égalité des nations n'est qu'un slogan pour le bon peuple. La lutte titanesque pour la conquête des marchés produit des hégémons, grands et petits,...et des sous-fifres. Aux Québec, Brésil et à des dizaines d'autres furent laissé le créneau, à l'intérieur de la sphère d'influence de l'impérialisme étatsunien, du pillage de leurs systèmes écologiques, nations autochtones comprises, pour nourrir l'appétit insatiable du Justicier du Globe. Les Rambo en attaché-case de Wall Street sont bien prêts à laisser de grosses miettes à leurs alliés chefs de file du complexe hydro-québécois et à la petite aristocratie ouvrière qui s'y accroche, mais aux peuples il ne reste que bas salaires, services publics tronqués et chômage.

### **Le PQ : pour ou contre?**

C'est comme si la fin de la prospérité de l'après-guerre, marquée par la crise du pétrole de 1973, fit accoucher la Manic de la baie James, frère jumeau du modèle Alcan. Cela devint très clair en 1979 quand le PQ publia son "Bâtir le Québec". Loin de rompre avec la Baie James I, le PQ voulut en faire la base du développement économique. Les deux orientations majeures de ce manifeste économique furent "la nécessité d'utiliser au maximum les avantages comparés que constituent nos richesses naturelles [...]. En second lieu, [...] l'entreprise comme cellule de base du développement" (page 3). Plus précisément, "la disponibilité d'énergie électrique à des prix défiant pratiquement toute compétition en Amérique du Nord représente pour le Québec un avantage comparatif très important sur le plan de l'industrialisation. Le Québec a une occasion probablement unique, de créer et développer au cours des prochaines années des entreprises à forte consommation d'électricité [...]" (page 387). En particulier, "l'industrie de l'aluminium est probablement celle qui offre les plus grandes perspectives de développement au Québec. [...]. Le magnésium est également un métal dont la demande est en nette progression" (pages 388-389). Mais les transnationales et Wall Street n'étaient pas prêtes. Il fallut attendre 10 ans.

Aujourd'hui le PQ a beau se défendre que cette stratégie était alors nécessaire à court terme pour se débarrasser des surplus de La Grande<sup>75</sup>, une lecture même superficielle de "Bâtir le Québec" montre bien qu'il engageait l'avenir. Rien d'étonnant qu'il ait refusé alors un débat public sur la politique énergétique du Québec demandé par une vaste coalition

semblable à celle qui réclame la même chose aux Libéraux d'aujourd'hui<sup>76</sup>. Sa récente prise de position contre Grande-Baleine est, bien sûr, la bienvenue. On reste cependant étonné de son manque de vigueur à défendre ce dossier, particulièrement qu'il se soit laissé damer le pion par le parti Égalité pour révéler la teneur des contrats secrets à l'Assemblée Nationale. D'ailleurs, quelle alternative économique préconise-t-il? Faire une semi-indépendance pour que l'Office Nationale de l'Énergie fédérale ne réclame plus d'étude d'impact de sorte à pouvoir exporter de l'électricité sans entrave?

## **Continentalisme énergétique**

Si le modèle de développement Manic, dans le cadre du capitalisme, débouche inévitablement sur le modèle Alcan ou Baie James, où allons-nous si nous persistons dans cette voie? Après avoir harnaché toutes les rivières du nord québécois, le complexe hydro-québécois nous entraînera-t-il dans l'aventure du Grand Canal auquel Robert Bourassa consacre un chapitre dans son livre, "L'énergie du Nord"? Selon Tom Kierans, président de "Grand Canal Company Ltd", dont le président du conseil d'administration est Louis Desmarais, frère du financier Paul Desmarais, le développement de la Baie James II va réguler le débit des rivières, ce qui facilitera la transformation de la Baie James en mer d'eau douce. Ce projet grandiose de 100 milliards \$, pour abreuver le Midwest et la Californie de plus en plus assoiffés, nécessitera la construction de cinq à six centrales nucléaires produisant les 30,000 mégawatts, soit l'équivalent du potentiel actuel d'Hydro-Québec, nécessaire au pompage<sup>77</sup>. Une fois pris au piège du cercle vicieux de la dette brésilienne, la société québécoise pourra-t-elle éviter de s'enfoncer dans ce trou noir? Une fois emmaillottée dans le carcan de ces monstrueux équipements favorisant, par leur gestion centralisée et leur long temps d'amortissement, la mainmise du Grand Capital et son militarisme, la société québécoise sera-t-elle capable de faire sauter les chaînes?

Comme le chômage est son arme matérielle, l'imaginaire de la Manic n'est-elle pas l'arme idéologique du complexe hydro-québécois pour transformer le Québec en néo-colonie de l'impérialisme étatsunien? N'est-ce pas là pervertir la fierté nationale aux dépens de l'indépendance nationale? Pendant que le président St-Pierre de SNC dénonçait "l'ingérence politique néfaste" du gouvernement fédéral dans le projet Grande-Baleine, parce qu'Ottawa menace de doubler le processus d'évaluation environnemental de Québec<sup>78</sup>, il annonçait, le même jour, la publication du manifeste profédéraliste du lobby des grandes entreprises canadiennes, conjointement avec le président du Canadien Pacifique<sup>79</sup>.

Les milieux d'affaires canadiens anglais, dans le cadre du libre-échange canado-étatsunien, s'embarquent, eux-aussi, dans le continentalisme énergétique prôné par les ÉU (pétrole, gaz naturel, uranium et hydro-électricité). Rejetant toute "politique nationale de l'énergie" [PEN] à la Trudeau et même ce fondement économique de la Confédération qu'était la "politique nationale" de MacDonald, le parti Conservateur, alliance fragile (maintenant en décomposition) de bourgeoisies régionales dont la fortune est liée à l'exploitation de ressources naturelles, a fait faire un bond qualitatif à la soudure Canada-ÉU mise en place par le tandem McKenzie King-C.D. Howe depuis la deuxième grande

guerre. Dans la mesure où le complexe hydro-québécois s'inscrit dans cette stratégie de la dépendance, ni lui ni le gouvernement étatsunien n'ont intérêt à déstabiliser le Canada. Tout au plus admettront-ils une souveraineté-association, caricature de l'indépendance, qui laissera intact ces leviers de la puissance économique et politique que sont la Banque du Canada et l'armée. Ce que souhaite l'establishment étatsunien n'est-ce pas un Canada uni, mais affaibli, donc décentralisé, pour à la fois le contrôler et le manipuler en jouant ses parties les unes contre les autres, utilisant pour ce faire nationalisme et régionalisme?

### **Rente et petits jeux d'Ottawa**

Cette transformation du Canada en Sibérie du Nord crée une situation de rente à s'accaparer. Quelle part du financement Toronto obtiendra-t-elle; quelles compagnies équiperont les centrales; le projet Soligaz, grâce à l'électricité bon marché, se réalisera-t-il aux dépens de Sarnia? Cette souque à la corde fragilise ce pays de nations et régions mal intégrées qu'est le Canada (à ce titre le Canada ressemble plus à l'URSS qu'aux ÉU, toutes proportions gardées). Si Bay Street doit perdre son "arrière pays", le restant du Canada, qui assurait la prospérité du Sud ontarien, il bataillera avec d'autant plus d'acharnement pour arracher sa part de rente aux classes d'affaires du Québec et de l'Ouest. Loin de s'unir donc contre le capital financier étatsunien qui veut mettre la main sur le gros morceau, chacun des protagonistes veut s'assurer ses bonnes grâces pour obtenir la plus grosse part du restant. Si du temps de la PEN on pouvait parler d'une lutte d'Ottawa contre une alliance Ouest-Québec-Washington, maintenant il s'agit plus d'une bataille de coqs dans le poulailler canadien sous le regard amusé... et intéressé du renard.

C'est dans ce contexte que les tergiversations d'Ottawa par rapport à son rôle dans l'examen environnemental de Grande-Baleine doivent se comprendre. Un jour le gouvernement conservateur joue au dur, menaçant le complexe hydro-québécois d'une étude d'impact globale sur les routes et barrages avec processus d'audiences publiques<sup>80</sup>, le jour d'après il déclare ne vouloir que réviser les études préparées par Hydro-Québec<sup>81</sup>. Le coq à la feuille d'érable veut sa part mais le maître ne veut pas que le projet soit compromis. Si quelques dirigeants autochtones et certains environnementalistes canadiens-anglais, et même québécois, souhaitent une intervention musclée d'Ottawa, ils se préparent des lendemains amers. A moins que leur but inavoué soit plus de mettre le Québec à sa place que l'intérêt de leurs peuples et de la nature.

### **Pour éviter un autre Oka**

Forts de l'expérience de La Grande, les cri de la Baie James refusent d'emblée Grande-Baleine et NBR. Depuis la signature de la convention de la Baie James ils n'ont connu qu'empoisonnement au méthyle-mercure des jeunes et des vieillards par l'intermédiaire des poissons, base de leur alimentation, et la poussée en flèche de la consommation de la drogue et de l'alcool. Ils sont maintenant convaincus que les projets du complexe hydro-

québécois signifient la destruction de la base économique et du tissu social de leur nation, que n'empêcheront pas généreuses compensations financières et offres d'emploi. Ils ne veulent pas connaître le sort de leurs cousins des Plaines de l'Ouest, suite à la tuerie des troupeaux de bisons à la fin du siècle dernier, et finir parqués sur des réserves, dépendants du bien-être social (sic). Si les Inuit sont jusqu'ici plus conciliants, du moins ceux de l'extrême Nord qui contrôlent le gouvernement Makivik, c'est tout simplement qu'ils n'ont pas encore passé à travers cette expérience traumatisante<sup>82</sup>.

C'est évident que l'on va vers une collision frontale. Les cri, acculés au pied du mur, sont tentés de jouer à fond la contradiction Québec-Canada, le grand affrontement de l'heure sur la scène canadienne, qui retient toute l'attention médiatique et seul capable de provoquer les émotions nécessaires à des revirements à 180 degrés. Si c'est de la démagogie que de faire des émissions de télévision intitulée "Disparaître" à propos du Québec, ce ne le serait pas pour les cri menacés d'invasion imminente de la "horde blanche" venue du Sud. Pour les cri, le combat contre Baie James II, c'est la dernière manche. Avec l'élection du radical non-violent Ovide Mercredi à la tête de l'Assemblée des premières nations, lui-même un cri du Manitoba, le dossier Grande-Baleine va devenir leur priorité. En cas du maintien de l'intransigeance du gouvernement Bourassa et de l'indifférence continue de la majorité des québécois du Sud, il est plus que probable que l'Assemblée des premières nations et le Grand Conseil des cri aillent jusqu'à faire le jeu des chauvins anglophones qui parlent de briser le Québec en morceaux en cas d'indépendance. Déjà Elija Harper, le pourfendeur de Meech, en manchette des nouvelles radiophoniques de CBC du 24 juin, rappelle que 85% du territoire québécois appartient aux autochtones et qu'il ne laissera pas tomber le Canada. Qui saurait les blâmer d'employer les moyens du désespoir, même sachant fort bien que ces chauvins se retourneront éventuellement contre eux?

Même si le leadership cri finissait par capituler contre une poignée de dollars, suite à un rapport de force des plus défavorable, comme en 1975, le précédent mohawk risque alors d'être perçu comme la seule alternative, surtout chez les jeunes. Après avoir employé tous les moyens non-violents, qui, alors, leur jettera la pierre pour s'insurger contre l'envahissement de leur territoire par les bulldozers protégés par la SQ et l'armée?

Aujourd'hui, les cri font des pieds et des mains pour utiliser à fond le système judiciaire des blancs, malgré toutes leurs réserves, et nouer toutes les alliances avec les opposants de Grande-Baleine tant aux ÉU qu'au Canada. Avouons-le franchement, jusqu'ici, sauf dans les milieux environnementaux et quelques cercles syndicaux, leur appel aux secours et à lutter ensemble contre un projet préjudiciable à tous ne fait pas de vagues, malgré la récente tournée québécoise de la Coalition pour un débat public sur l'énergie [CDPE].

Pire, pour mêler les cartes, alors qu'existe déjà la CDPE, s'est constitué un "Forum Grande-Baleine" soutenu par la très conservatrice Union québécoise pour la conservation de la nature, pépinière de sous-ministres pour le ministère de l'environnement, de la CEQ et de la fédération des ACEF qui jouent sur les deux tableaux et de la CSN qui s'est retirée de la CDPE. Ce Forum "neutre et impartial" (la CDPE étant sans doute une bande d'excités parlant à travers leur chapeau) prétend faire un examen scientifique et

approfondi de Grande-Baleine à travers une série de colloques, grâce à l'aide financière d'Environnement Canada<sup>83</sup>. Cet auguste aréopage d'éminentes personnalités prétend y arriver sans situer Grande-Baleine dans le cadre d'un débat sur la politique énergétique du Québec et surtout sans réclamer un moratoire sur les travaux qui pourraient commencer dès cet été ou cet automne. Ce genre de contradiction n'est pas prêt d'arrêter M. David Cliche, son âme dirigeante, qui fut, et sera, candidat péquiste, puis négociateur de la Convention de la Baie James, d'abord pour les cri, ensuite pour le gouvernement canadien<sup>84</sup>. Si d'aucun appelle cela de la neutralité et du professionnalisme, d'autres parlent tout simplement d'opportunisme et de carriérisme. Ce Forum n'est qu'une grossière manoeuvre de diversion visant à concentrer l'attention seulement sur l'aspect environnemental, particulièrement les procédures d'examen (effectivement très anti-démocratiques) et à marginaliser la CDPE pendant que les bulldozer réchauffent leur moteur.

Pensons-nous franchement libérer la nation québécoise sur le dos des premières nations et de la nature? Allons-nous répéter l'erreur des patriotes en 1838? Ceux de Châteaugay, à la recherche de fusils, au lieu de proposer une alliance au mohawk de Kahnawake, décidèrent de s'emparer de leur stock d'armes par la ruse et par la force. Qui croyait prendre fut pris par plus malin et livré aux autorités britanniques de Montréal. L'isolement des mohawk dans un contexte de guerre civile et le rejet de fait par les patriotes les obligèrent à ne pas se mettre à dos les "bureaucrates" au pouvoir, prêts au saccage et aux règlements de compte après leurs victoires de St-Charles et St-Eustache<sup>85</sup>.

Aujourd'hui, la position de la nation crie est claire. Luis Eguren nous l'a dit dans son interview à Option Paix: "Le territoire est aux cri. Les terres au nord de Val d'Or furent rattachées au Québec en 1898 et 1912 à la condition de régler avec les autochtones la question territoriale. [...] Le nord du Québec appartient aux autochtones." Par contre, il a ajouté: "Les cri sont pacifiques. [...] Les cri veulent rester au Québec. Mais si on les buldoze, que peuvent-ils faire?" C'est limpide. Aux québécois du sud de jouer maintenant. La balle est dans notre camp. Pour paraphraser Karl Marx: une nation qui veut se libérer ne saurait en annihiler une autre.

## **Développement durable et socialisme**

Il ne faut pas transformer le Nord du Québec, "système écologique dynamique en une masse d'eau stagnante"<sup>86</sup> (transformation de rivières en lacs artificiels sans berges où se dissout le méthyle-mercure) ni précipiter un deuxième Oka. Il ne faut pas s'embarquer dans l'engrenage brésilien ni dans le continentalisme énergétique légué par l'accord de libre-échange. Il faut même tabletter le modèle de développement hérité de la Révolution Tranquille. Que faire alors?

Un bon début serait de se mettre à l'efficacité énergétique sérieusement et non du bout des doigts et hypocritement comme nous le propose Hydro. Que voilà un bon moyen à court terme pour combattre le chômage de la récession tout en améliorant la performance

économique de l'économie québécoise. Pour réussir, une stratégie de l'efficacité énergétique doit être conçue, planifiée, financée et mise en oeuvre avec la même détermination, les mêmes avantages fiscaux, la même volonté politique que la Baie James II. Simplement d'un point de vue de rentabilité capitaliste, pourquoi ne pas devenir, dans le domaine de la conservation de l'énergie, le Japon ou la Suède des Amériques? Ne serait-ce pas mieux investir notre fierté nationale?

Mais il ne s'agit pas que de cela : l'efficacité énergétique c'est la porte d'entrée vers un monde nouveau, celui du développement durable. Le développement durable s'impose tellement à l'esprit que, comme pour la vertu, tout le monde est pour mais aucun pays ne veut le mettre en pratique. Rien d'étonnant à cela : si la décennie 80, grâce au rapport Brundtland<sup>87</sup>, a consacré ce concept dans la conscience mondiale, cette même décennie fut aussi celle du triomphe du capitalisme. Hors les deux sont incompatibles.

La loi du mouvement capitaliste c'est l'accumulation illimitée du capital. Le moteur en est la loi de la compétition qui, à son tour, entraîne une augmentation phénoménale de la productivité du travail. Le tandem accumulation-productivité du travail génère inévitablement une masse de moyens de production et, par ricochet, de biens de consommation. Le capitalisme dégénère inévitablement en société de "consommation de masse" tout à fait incompatible avec le développement durable. Il se peut qu'il s'accommode avec le "récupération-recyclage" des trois "R", ouvrant un champ nouveau à l'accumulation capitaliste, mais jamais avec le troisième "R", la "réduction". Le développement durable, contrairement à son mode ancien (ex. le sud de la Chine), propose de garder de l'héritage capitaliste la haute productivité du travail, tout en rejetant l'accumulation. Le seul moyen d'arracher la conquête du haut rendement de la force de travail au Moloch de l'accumulation c'est de substituer à la compétition, la solidarité. Supprimer la compétition sans la remplacer par la solidarité nous précipiterait dans le gouffre du bureaucratisme dont la faillite est maintenant à jamais consacrée, tant par rapport à l'humain qu'à la nature. Et il ne saurait y avoir de solidarité sans démocratie généralisée au lieu de travail et à la planification économique. En un mot, le développement durable ne rime qu'avec le socialisme.

Que signifie, d'ailleurs, développement durable sinon la solidarité au cube, celle dans l'espace ("... la pauvreté généralisée n'est plus inévitable...le développement durable exige de satisfaire aux besoins vitaux de tous..."), celle dans le temps ("...satisfaire aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire aux leurs.") et celle avec la nature ("Le concept de développement durable implique nécessairement ... des limitations imposées ... par la capacité de la biosphère à absorber les effets de l'activité humaine"<sup>88</sup>). Le malheur de la sociale-démocrate commission Brundtland c'est d'avoir tué le véritable sens de ce concept en le mettant au monde, en sous-entendant qu'il se conjugait avec croissance économique ("Mais la technologie et l'organisation sociale peuvent être gérées et améliorées pour ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique"<sup>89</sup>), entendre accumulation du capital.

Le développement durable aura comme tâche de maximiser l'efficacité des forces de la nature (matières premières, science et technologie), cette autre source de la richesse<sup>90</sup>.



Le capitalisme aura, lui, maximisé l'efficacité de la force de travail humaine tout en considérant les forces de la nature comme gratuites, d'où la revanche de la nature<sup>91</sup>, surtout quand le gaspillage s'accroît exponentiellement<sup>92</sup>. Seul cette maximisation sans accumulation permettra de tirer de la nature, y compris de l'humain<sup>93</sup>, le minimum de "ressources naturelles", ce qui pour l'humain signifie de "temps de travail", pour permettre à la nature, y compris l'humain, de se réconcilier avec elle-même.

Sans doute, historiquement, fallut-il que l'humain se sépare d'abord de sa matrice, de sa mère la nature, pour se connaître lui-même, jauger sa force, éprouver ses capacités. Cette déchirure eut un coût, la guerre contre la nature, y compris les peuples restés proches d'elle<sup>94</sup>. Aujourd'hui, la mère est à l'agonie et les fils eux-mêmes deviennent des "gens déchets"<sup>95</sup>. L'heure de la réconciliation, de l'unité retrouvée, a sonné<sup>96</sup>. Maintenant, l'humain connaît sa place dans la matrice, tout à la fois l'égal et le leader des autres éléments<sup>97</sup>. Le fils n'est plus l'enfant mais l'homme dans la "force de l'âge" prenant en charge sa mère qui a pris le pouls de la "force des choses". Il sera celui qui guide et conduit, jamais celui qui détruira parce qu'il saura qu'"acheter, c'est détruire" (Luis Eguen).

Nous sommes à la croisée des chemins : ou bien nous nous enfonçons dans la société de consommation et c'est la barbarie; ou bien nous "achetons" du temps de vivre, seul type de "marché" qui ne détruit pas, donc haï par le capitalisme, et nous aboutissons à la société de la nature et de la culture (en chute libre au Québec même au prix d'une préparation adéquate de la force de travail de demain)<sup>98</sup>. L'heure est venue d'une "écologie de la libération"<sup>99</sup>, esquisse de projet de société de tout peuple désireux de se libérer des chaînes du capitalisme.<sup>100</sup>

La nation québécoise ne pourra pas faire l'économie de s'approprier cette nouvelle vision du monde pour trouver la force de s'arracher à l'imaginaire de la Manic. Le dossier Grande-Baleine nous a révélé que, jusqu'ici, les ténors ni du monde des affaires, ni de la politique et, fait plus troublant, ni du monde du travail n'ont compris le vrai sens du développement durable. Il faudra au peuple québécois toute une Grande-Baleine d'énergie idéologique pour en venir à bout.

## **La nation retrouvée**

Si l'humanité entière est à la recherche de son unité perdue, cela est vrai aussi pour chacune de ses composantes, de l'individu à la nation, en passant par les sexes (mais non les classes sociales qui sont, au contraire, la marque de l'humanité divisée, dont la relation est antagonique, donc qui sont à abolir pour retrouver l'unité perdue). La nation opprimée aspire à l'égalité. Pour y arriver, elle doit s'unifier autour d'un projet de société, y trouver son identité. Dans le cadre de l'État multinational capitaliste où la bourgeoisie de la nation dominante est maître à bord, la nation opprimée tend à l'indépendance et exige sa réalisation si elle en a la force. En autant que cette volonté n'est pas un subterfuge de sa classe dominante, masqué au mieux par une indépendance formelle, pour la mettre sous la houlette d'une nation encore plus forte, cette aspiration s'inscrit dans le grand

mouvement de l'unité humanité-nature retrouvé.

Le Québec veut et est prêt pour son indépendance. C'est clair. Il est encore plus clair que l'imaginaire de la Manic mène à une fausse identité, à la destruction d'autres nations plus faibles, puis à sa propre autodestruction en se soumettant à plus fort que soi. Pour se retrouver, la nation québécoise doit comprendre son rôle dans la transition de l'humanité vers le socialisme du développement durable. L'efficacité énergétique, ce n'est que la fondation de cette maison, mais nécessaire : on ne pourra pas bâtir sur du sable. Même s'il ne compte qu'à peine pour plus d'un millième de la population du monde, le peuple québécois se voit partiellement responsable de près d'un pour cent des terres immergées de la planète<sup>101</sup>. Il en réclame maintenant la complète responsabilité. Veut-il prouver sa maturité en détruisant le système écologique d'un territoire grand comme la France sur le dos des cri, innu et inuit? Veut-il devenir indépendant pour mieux s'inféoder à la superpuissance étatsunienne, et même jouer au petit impérialiste envers Terre-Neuve à qui Hydro vole l'électricité du Labrador à 0.5 cent le kwh<sup>102</sup>?

En demandant ce débat sur l'énergie qui, bien sûr, signifie davantage que cette question proprement dite, la CDPE veut poser les premiers jalons vers cette identité retrouvée. Il est vital pour le Québec que ce débat ait lieu. Au gens de bonne volonté de faire entendre raison ou tasser les intérêts qui le refusent au nom de l'accumulation du Capital, des chefs de la bureaucratie syndicale aux têtes d'affiche du complexe hydro-québécois.

Selon les renseignements du Globe and Mail du 17/04/91, page 1, il fallait **19.3** térawattheures pour produire 1,400,000 tonnes d'aluminium au Québec en 1990 (voir aussi note 2). Selon "Propositions de plan de développement d'Hydro-Québec 1990-1992, horizon 1999", page 42, il faudra 4,000 mégawatts de puissance en 1996 pour produire l'aluminium du Québec, en incluant la puissance d'Alcan et de Reynolds prévue à ce usage (1,700 mégawatts). Les 2,300 mégawatts appartenant à l'Hydro-Québec fourniront 17.3 térawattheures. En supposant un même ratio puissance/énergie fournie pour Alcan et Reynolds, on en déduit que la production d'aluminium en 1996, au Québec, nécessitera **31.8** térawattheures. Ces calculs sont confirmés par une annexe au mémoire confidentiel rédigé par le ministère de l'Énergie et des Ressources (MER) pour les fins du décret qui a permis au cabinet provincial d'autoriser le contrat spécial avec Inco/Alcan, annexe obtenue par Le Devoir (7/05/91). Cette annexe confirme qu'Hydro-Québec fournira 2,200 mégawatts aux alumineries en 1996 pendant qu'Alcan en produira 1,800 pour ses propres besoins. "À cet horizon [1996], ajoute le rapport, les alumineries (Alcan comprise) consommeront le cinquième de l'énergie électrique utilisée au Québec."

"Propositions...", page 45, nous apprend qu'Hydro-Québec exportait **11.6** térawattheures en 1990 et en exportera **15.2** en 1996.

Toujours selon "Propositions...", page 45, les livraisons totales d'électricité au Québec, incluant Churchill Falls (voir note du tableau, page 82), totalisaient 174.5 térawattheures et seront de 174.5 térawattheures en 1996. L'ajout de la production d'électricité hors Hydro-Québec de 17.3 térawattheures en 1988 (Statistique Canada, cat. 57-202, 1988, tab. 2), qu'on suppose la même en 1990 et 1996, et la soustraction des 30.7 térawattheures (prévision) achetés de Churchill Falls en 1996 (Statistique Canada, cat. 57-204, 1989, tab. 1), supposés sans changement pour 1996, donnent une production d'électricité au Québec de **129.0** térawattheures en 1990 et de **161.1** en 1996. Les données réelles de 1990, fournies par le rapport annuel d'Hydro-Québec, montrent que la production d'électricité et les exportations furent moindres que les prévisions à cause de la faible hydraulité : le ratio de 1990, basé sur les prévisions, n'en est pas affecté puisque numérateur et dénominateur sont affectés au près dans les mêmes proportions.

En 1990, le ratio livraisons pour aluminium et exportations sur livraisons totales provenant du Québec donne  $(19.6 + 11.6) / 129.0 = 0.24$ . En 1996, le ratio sera de  $(31.8 + 15.2) / 161.1 = 0.29$ . Selon l'article déjà cité du Devoir, utilisant l'annexe du MER, en 1996, les contrats secrets hors aluminium nécessiteront un peu moins de 5% de la production électrique utilisée au Québec, ce qui porte le ratio en 1996 à plus du tiers.

Selon "Proposition de plan de développement d'Hydro-Québec 1990-1992, horizon 1999", page 45, les exportations non-excédentaires d'Hydro-Québec augmenteront de **3.2** térawattheures de 1990 à 1996.

Selon le Globe and Mail du 17/04/91, page 1, il faut 14,000 kilowattheures d'électricité pour produire 1 tonne d'aluminium et la production d'aluminium au Québec coûtera de 640,000 tonnes de 1990 à 1995, nécessitant donc **9.0** térawattheures de plus

Selon La Presse du 13/04/91, page G3, la croissance de la demande de la bande de 3, hors aluminium, de 1990 à 1999, nécessitera une puissance supplémentaire 6.3 mégawatts (confirmé par Le Devoir du 13/05/91, page 1).

Selon "Proposition...", page 76, les 3,060 mégawatts de Grande-Baleine généreront 5.2 térawattheures par année. Au taux de Grande-Baleine, 630 mégawatts produisent donc 3.3 térawattheures.

Si l'on suppose la surestimation pour les hors aluminium (croissance 96-99) contrebalance la sous-estimation pour l'aluminium (croissance 95-96 mais 3 fois plus importante) on obtient  $(3.6 + 9.0 + 3.3) = 15.9$  térawattheures de livraisons supplémentaires, soit 98% de la production de Grande-Baleine.

3. Selon Claude Boivin d'Hydro-Québec [La Presse du 11/04/91, page B3] Grande-Baleine coûtera un total de 12.6 milliards \$. Selon le Bureau des retombés d'aluminium du Québec [Eaux Aguets, vol. 3, no. 7-8, page 61, publication de l'Académie Rawson des sciences de l'eau], les 4 projets d'aluminerie qui commenceront leurs opérations de décembre 1990 au printemps 1992 nécessiteront un investissement de 3.4 milliards \$.

4. Selon Rudy Le Cours, "L'histoire du contrat de Norsk-Hydro est marquée par le secret et l'ambiguïté" dans La Presse du 18/04/91. Les données du paragraphe "Les contrats secrets" sont tirées de cet article et de l'éditorial d'Alain Dubuc.

5. Selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, pages 78, 75, 67 et 59 à 61

6. Selon Canadian Water Watch - Eaux aguets, July-August 1990, tiré à part.

7. Selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, page 63

8. Selon Hélène Connor-Lajambe, directrice exécutive du Centre d'analyse des politiques énergétiques, "Societal Impacts of Utility Overinvestment, the James Bay Hydroelectric Project", dans Utilities Policy, octobre 1990, page 80

9. "Selon l'esprit des contrats [...], les alumineries payent l'équivalent du tarif «L» [ 3.1 sous le kwh contre environ 5 sous pour le consommateur domestique] lorsque le prix de la livre d'aluminium à la Bourse de Londres s'établit à environ 72 cents US. [...] Hier [1/05/91], le métal cotait 61.1 cents. Ce prix déprimé devrait perdurer tant et aussi longtemps que tardera la reprise économique, dans le secteur automobile en particulier."

(cité de Rudy Le Cours, "Les rabais consentis par Hydro aux alumineries en valent-ils la chandelle?" dans La Presse, 2/05/91, page D1)

10. Selon Laurier Cloutier, "Hydro-Québec pourrait augmenter ses tarifs de 9 p. cent pour satisfaire le ministre des Finances" dans La Presse du 9/05/91.

11. Selon Rollande Parent, "Le patronat et la FTQ veulent que le projet de Grande-Baleine démarre au plus vite" de la Presse Canadienne dans La Presse du 12/04/91 et Martin Pelchat, "La CSN se montre favorable à la mise en chantier du projet de Grande-Baleine" dans La Presse du 17/06/91

12. Selon Claude Boivin, président d'Hydro-Québec, dans La Presse du 11/04/91, page B3

13. Selon Catherine Lecomte, "Beaucoup d'énergie, peu d'emplois" dans Le Devoir du 6/05/91, page B1.

14. Ibidem.

15. Calculé selon Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux, estimations préliminaires 1990, catalogue 13-213P, appendice 1 pour le Québec.

16. Selon Catherine Lecomte, opus cité,

17. Selon Le Devoir du 6/05/91, page B-1.

18. Selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec et de la publication "Comptes économiques provinciaux, estimations préliminaires 1990" (13-213P) de Statistique Canada, appendice 1.

19. Ibidem

20. Ibidem

21. Selon La Presse du 8/05/91, page D3.

22. Selon Jean-François Turmel du mouvement Au Courant, cité par André Noël, "Une coalition met en doute la nécessité de nouveaux barrages hydro-électriques" dans La Presse du 14/03/91.

23. Selon Hélène Connor-Lajambe, "Social Impacts..." opus cité, pages 78-79.
24. Selon "Propositions de plan de développement..." op. cité. page 6.
25. Selon Hélène Connor-Lajambe, "Social impacts...", op. cité, page 81.
26. Plus de 25% des équipements d'Hydro-Québec sont consacrés au transport à longue distance contre un peu moins de 50% pour les centrales elles-mêmes et moins de 20% pour le réseau de distribution proprement dit (selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, page 76)
27. Selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, page 19.
28. Selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, page 86
29. Selon Arnold P. Fickett, Clark W. Gellings et Amory B. Lovins, "Efficient Use of Electricity" dans "Scientific American", septembre 1990, p. 66-67.
30. Selon Rick Bevington et Arthur H. Rosenfeld, "Energy for Buildings and Homes" dans "Scientific American", septembre 1990, page 78 et 82.
31. Selon Arnold P. Fickett et autres, opus cité, page 68.
32. Selon Statistique Canada, cat. 57-003, 1989, tableau S-3. Statistique de 1989.
33. Selon Arnold P. Fickett et autres, opus cité, pages 65, 66 et 72.
34. Ibidem, pages 67 et 68.
35. Selon Marc H. Ross et Daniel Steinmeyer, "Energy for Industry" dans "Scientific American", septembre 1990, page 90. Voir aussi les exemples de l'industrie chimique et la sidérurgie dans cet article.
36. Selon Ged R. Davis, "Energy for Planet Earth" dans Scientific American, septembre 1990, tableau, page 57
37. Selon Lawrence R. Klein, "Components of Competitiveness" dans

Science du 15 juillet 1988, tableau 3, page 311.

38. Selon Arnold P. Fickett et autres, opus cité, tableau, page 68

39. Selon Jean-Philippe Waaub, ingénieur et chercheur du GERAD (Groupe d'études et de recherches en analyse de décision) à l'école des Hautes Études Commerciales de Montréal et responsable du dossier énergie pour les "Ami(e)s de la Terre", dans une conférence d'octobre 1988, non publiée, disponible auprès du groupe les "Ami(e)s de la Terre" de Montréal.

40. Selon une étude du ministère de l'Énergie du Québec citée par Jean-Philippe Waaub, opus cité.

41. Selon "Propositions...", page 58, "Sur le potentiel d'économies d'énergie théoriquement réalisable de 23 térawattheures, Hydro-Québec compte sur 12.9 térawattheures à l'horizon 1999." Les ventes prévues d'électricité d'Hydro au Québec étant de 126.2 twh (page 45), Hydro compte sur  $12.9/126.2 = .102$  d'électricité conservée.

42. Selon "Propositions...", pages 58 et 81

43. Selon le témoignage des experts du Grand Conseil des Cris du Québec, JBS Energy de Californie et Goodman Group de Boston, lors de leur comparution devant l'Office nationale de l'énergie en février 1990, Hydro-Québec, d'ici 2,001, pourrait épargner 6,000 mégawatts. (cité par Hélène Lajambe, ex-directrice du Centre d'analyse des politiques énergétiques, dans La Presse du 28 mars 1990, page B3 et Damming the Rivers of James Bay, Folly of the Century", document spécial du Northeast Alliance to Protect James Bay, Cambridge, Mass., EU, page 31)

44. Selon Arnold P. Fickett et autres, opus cité, page 65

45. Grande-Baleine produira 16.2 térawattheures ("Propositions...", page 76) et coûtera 12.6 milliards \$ (Claude Boivin, président et chef d'exploitation d'Hydro-Québec, dans La Presse du 11/04/91, page B3), soit  $12.6/16.2 = 780$  millions \$ par twh en frais d'investissement.

Sur les 12.9 twh d'économie d'énergie sur lesquels compte Hydro-Québec d'ici l'an 2,000, 3.9 twh se produiront spontanément c'est-à-dire à un coût nul pour Hydro et il en coûtera à Hydro 1.8 milliard \$ pour les 9 twh restant, soit  $1.8/9.0 = 200$  millions \$ par twh en frais d'investissement ("Propositions...", pages 58 et

59).

À cela il faudrait ajouter les frais d'entretien et d'opération de Grande-Baleine, quasi nuls pour l'énergie épargnée.

En plus, il faudrait prendre en compte les coûts environnementaux et sociaux de Grande-Baleine, coûts qui n'existent pas pour la conservation de l'énergie.

46. Selon Richard Dupaul, "Deux projets dans l'aluminium seront bientôt dévoilés" dans La Presse du 23/04/91, page D1

47. Selon Jacques Benoit, "Lavalin, le grand ménage est commencé" dans La Presse du 15/06/91, page G1. Pendant que l'ancien ministre libéral St-Pierre préside SNC, l'ancien ministre péquiste Bérubé sera en charge de restructurer Lavalin!

48. Selon Rollande Parent, "La concurrence fait chuter les bénéfiques de SNC" par la Presse canadienne dans La Presse du 6/05/91.

49. Selon le rapport annuel d'Hydro-Québec, page 44.

50. Selon le rapport annuel 1990 de la Direction de l'approvisionnement d'Hydro-Québec sur l'acquisition de biens, services et travaux, page 12.

51. Selon Rollande Parent, "Le patronat...", opus cité

52. Selon Martin Pelchat, "La CSN se montre favorable à la mise en chantier du projet Grande-Baleine" dans La Presse du 17\06\91

53. Selon "Hydro-Québec et l'efficacité énergétique", document complémentaire à "Proposition de plan de développement...", page 11.

54. Selon le Rapport annuel 1990 de Hydro-Québec, page 23. À noter que ces proportions excluent la production hors Hydro dont en particulier celle de l'Alcan. Si on fait l'hypothèse qu'Hydro fournissait environ 20% de l'électricité pour la fabrication de l'aluminium (selon le tableau A1.9 de "La Demande d'électricité au Québec) la part de l'industrie de la fonte et de l'affinage en serait de beaucoup augmentée, de même que la contribution de l'industrie à la demande totale d'électricité.

55. Selon "Proposition de plan de développement...", opus cité,



page 40.

56. Selon André Noël, "Les papetières rejettent autant de déchets que 15 millions de personnes" dans La Presse du 7/06/91, page A12, citant le bilan de cette industrie par le ministère de l'environnement du Québec.

57. Selon "La Demande d'électricité au Québec", document annexe à "Propositions de plan de développement...", opus cité, page A4.3.

58. Ibidem

59. Selon "Propositions de plan de développement...", op. cité. page 41 et "La Demande d'électricité au Québec", op. cité, page 8.

60. Selon "Hydro-Québec et l'efficacité énergétique", op. cité, page 13.

61. Ibrahim Warde, professeur d'économie politique internationale, université de Californie, Davis, "Aux sources tarées d'un capitalisme divisé.". Le Monde Diplomatique, juin 1991.

62. Karl Marx, "Capital", volume 3, chapitre 28, Vintage Books, New-York, 1981, page 592-593 (ma traduction)

63. Frederick Engels, ibidem, page 661 (ma traduction)

64. Ibrahim Ward, opus cité.

65. Voir "Commercial property in America" dans The Economist, 15/06/91

66. "Les pays qui prêchent la rigueur s'accordent sur l'existence d'une demande de capitaux, mais notent qu'il ne s'agit pas d'une demande solvable."; Ibrahim Warde, opus cité.

67. Selon Richard Drouin, président d'Hydro-Québec, dans La Presse du 9/05/91, page B3

68. Selon "Damming the Rivers of James Bay, ..., opus cité, page 30.

69. Ibidem, page 19

70. Selon le rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, page 61.

71. Communication téléphonique de l'auteur.
72. Selon Paul Roy, "Les contrats secrets d'Hydro-Québec choquent" dans La Presse du 1/06/91, pages A1 et A2
73. Voir, par exemple, dans La Presse du 9/06/91, "Grande-Baleine : les ingénieurs veulent un comité indépendant."
74. Selon Germain Dallaire dans l'Aut' Journal, juin 1991.
75. L'ancien ministre Denis Lazure dans une communication à l'assemblée publique de la Coalition outaouaise pour un débat public sur l'énergie du 6/05/91 et Yves Duhaime, ex-ministre de l'Énergie et des Ressources de 1981 à 1984, dans La Presse du 26/04/91, page B3.
76. Voir les chapitres "Le débat public sur l'énergie aura-t-il lieu" (chap. 5) et "Pour un débat public sur l'énergie" (chap. 6) dans Jean-Guy Vaillancourt, "Mouvement écologiste, environnement et énergie, essai d'éco-sociologie", édition St-Martin, 1982.
77. Selon André Noël, "Le projet d'un grand canal qui relierait la Baie James aux prairies américaines refait surface...", La Presse, 1/05/91, page A8
78. Selon une dépêche de la Presse Canadienne dans La Presse, "Projets hydro-électriques : Guy St-Pierre dénonce la «cafouillage bureaucratique", 24/04/91, page D3.
79. Selon Philippe Dubuisson, "Le lobby des grandes entreprises plonge dans le débat constitutionnel", La Presse, 24/04/91.
80. Selon Marie Tison de la Presse Canadienne, "Charest préfère une étude unique pour Grande-Baleine." dans La Presse, 18/06/91.
81. Marie Tison de la Presse Canadienne, "Ottawa ne fait que réviser les études préparées par Hydro-Québec pour le projet Grande-Baleine." dans Le Devoir, 8/04/91, page 2.
82. Voir l'interview de Luis Eguren, responsable du dossier Grande-Baleine pour le Grand Conseil des Cris du Québec dans le numéro de l'été 1991 d'Option Paix, à paraître.
83. Selon le pamphlet et la lettre d'invitation du Forum à leur colloque du 11 juin 1991 sur "l'examen du complexe Grande Baleine".

84. Renseignements communiqués par M. David Cliche à la réunion du 4/06/91 de la CDPE.

85. Selon Gérard Filteau, "Histoire des Patriotes", L'Aurore, Montréal, 1975, page 409,

86. Yves Vaillancourt, secrétaire de la CDPE, dans une entrevue à Option Paix, à paraître dans le numéro de l'été 1991.

87. The World Commission on Environment and Development, "Our Common Future", Oxford, 1987.

88. Rapport Brundtland, opus cité, page 8. Ma traduction.

89. Ibidem

90. "Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit William Petty." (Karl Marx, "Le Capital", vol 1, page 50, Édition du Progrès, Moscou, 1982).

91. "Cependant ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles." (Friedrich Engels, "Dialectique de la nature", Éditions Sociales, Paris, 1975.)

92. "La production industrielle a été multipliée par cinquante durant le dernier siècle, les quatre cinquièmes de cette croissance s'étant produits depuis 1950". (Rapport Brundtland, opus cité, page 4)

93.93. "La Nature est le corps inorganique de l'homme [...] Que la vie physique et spirituelle de l'homme soit liée à la nature signifie que la nature est liée à elle-même, du fait que l'homme fait partie de la nature." (Karl Marx, "Les manuscrits économiques et philosophiques de 1844", page 112, cité dans Howard L. Parsons, "Marx and Engels on Ecology", Greenwood Press, Westport, Conn. ÉU, 1977, page 133). Ma traduction. Je dois beaucoup à Parsons pour m'avoir guidé à travers les écrits de Marx et Engells sur la Nature,

94. "La tentative de rendre les économies sous-développées viables à l'intérieur du système global s'accomplit au prix de la destruction de la durabilité de leurs cultures et de leur savoir." (Michael Redclift, "Sustaining Development, Exploring the

Contradictions", Routledge, Londres et New-York, 1987, page 172)

95. "Un villageois de Nouvelle-Guinée, menacé d'expulsion par un projet de barrage, exprime de façon poignante le sentiment d'oppression qu'ils sont nombreux à ressentir dans le Sud : «Nous sommes devenus des gens déchets.» (Éditorial de la revue écologiste anglaise "The Ecologist", janvier-février 1991, cité et traduit dans "Inprecor", 10-23 mai 1991)

96. "... , plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'Antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé." (Friedrich Engels, "Dialectique de la nature", Éditions Sociales, Paris, 1975, page 181)

97. "... nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement." (Friedrich Engels, "Dialectique de la nature", opus cité, page 180-181)

98. Voir les témoignages de Monique Simard et Jacques Parizeau dans l'article de Miville Tremblay, "la gauche parle encore de plein-emploi", La Presse du 25/06/91, page D2.

99. Titre de l'éditorial de "The Ecologist", opus cité.

100. [Dans le Sud], "...ceux qui constituent le «mouvement [environnementale]» sont engagés dans une lutte pour la vie (livelihood struggle) et, deuxièmement, ils réalisent que cette lutte pour la vie peut réussir seulement si l'environnement est géré d'une manière durable." (Michael Redclift, opus cité, page 159). Cette thèse de la connexion luttes sociales-luttes environnementales, qui constitue l'aboutissement de tout son livre, pourquoi Redclift la limite-t-elle aux peuples du Sud? L'éditorial de "The Ecologist", déjà cité, ne commet pas cette erreur.

101. En 1990, le Québec comptait 6.8 millions d'habitants

(Statistique Canada), le monde 5,290 millions (Nations-Unies cité "Le Nouvel État du Monde, Bilan de la Décennie 1980-1990, Boréal, 1990, tableau 1). La superficie du Québec est de 1,358,000 km<sup>2</sup> (Grand Atlas Mondial du Sélection du Reader's Digest, 1985) et celle de la surface immergée de la terre de 148,950,000 km<sup>2</sup> (Grand Larousse).

102. Selon des calculs faits à partir du rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec, pages 56 et 105. Soit (303 millions \$ d'achat d'électricité moins 174 millions \$ d'achats spéciaux surtout aux ÉU) divisé par les 26.1 térawattheures venant de Churchill Falls.